

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES CONTRACTANTES AU
TITRE DE LA GESTION 2011**

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

DE LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA PETITE COTE (SAPCO)

MAI 2013

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement des C.S.C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de le Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
ASEPEX	Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CNTS	Centre National de Transfusion Sanguine
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal

RAPEV Rapport d’Evaluation

SAPCO Société d’Aménagement de la Petite Cote

TTC Toutes Taxes Comprises

HTT Hors Toutes Taxes

DDP Droits de Douanes Payés

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1 - DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que Cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses**. Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi s'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**.

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fourni dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics (**allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive**).

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

Le nombre de consultations étant assez réduit (02 AOO et 19 DRP) la revue de conformité a porté sur tous les marchés, soit :

. **AOO** (02 marchés sur 02 soit : **100%**)

. **DRP** (19 marchés sur 19 soit : **100 %**)

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCELL**)

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

La SAPCO a mis en place les organes de passation des marchés, conformément au nouveau code des marchés publics, notamment la Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés (**conformément aux termes de l'article 35 du code**). Cependant les actes officialisant ses organes n'ont pas été fournis.

1.3- CONSTATS D'AUDIT

1.3.1 – Echantillonnage

Nous avons établi **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés, objet de la présente revue.

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	2	408.436.032	2	408.436.032	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente Directe	-	-	-	-	-	-
DRP	19	43.858.533	19	43.858.533	100,00	100,00
TOTAL	21	452.294.565	21	452.294.565		

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Nous constatons l'existence d'une commission des marchés et d'une Cellule de Passation des Marchés.

1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Des défauts de transparence sont notées dans la passation des marchés de DRP, du fait que les lettres d'invitation des candidats ne sont pas régulièrement déchargées (sauf celles adressées aux candidats finalement retenus !) d'une part, et les offres moins disantes sont souvent rejetées sans explications valables (et quelquefois nonobstant les critères de qualification préalablement déterminés).

1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

Rien à signaler.

1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION**1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres**

Concernant les dossiers d'appel d'offres, la SAPCO doit dès le début de l'année procéder à une estimation des prestations pour l'année en cours et lancer les appels d'offre en les regroupant ceux de même nature afin de pouvoir jouer sur l'économie d'échelle.

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés

Rien à signaler.

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a)Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C

(Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois.

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

- a) **Prise de contacts**, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.
- b) **Calage des Réunions de prises de contacts** de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.
- c) **Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation** méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.
- d) **Recherche documentaire et investigations** diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**).

Il s'agit de :

- Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
- Les Etats d'exécution budgétaire.
- Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
- Les Extraits de grands livres.
- Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
- La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
- Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
- L'organigramme de la structure, de l'A.C.

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

- ✚ L'A.O.O est National ou International ?
- ✚ L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?

EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- ✚ Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- ✚ Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- ✚ Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma » en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?

- ✚ La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- ✚ Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à postériori des prix de revient du titulaire.
- ✚ Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES.

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ L'identification du nombre de révisions des PPM
- ✚ Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- ✚ Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- ✚ La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M
- ✚ La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.

Identification des facteurs récurrents de non-conformité au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive).

Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.

Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

- **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :
Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
- Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !

Organisation de séances de restitution, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.

Elaboration de rapports individuels (versions définitives) pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR).

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- 🚧 La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- 🚧 L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.
- 🚧 La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.

- ✚ Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dument élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit

(conformément aux TDR) :

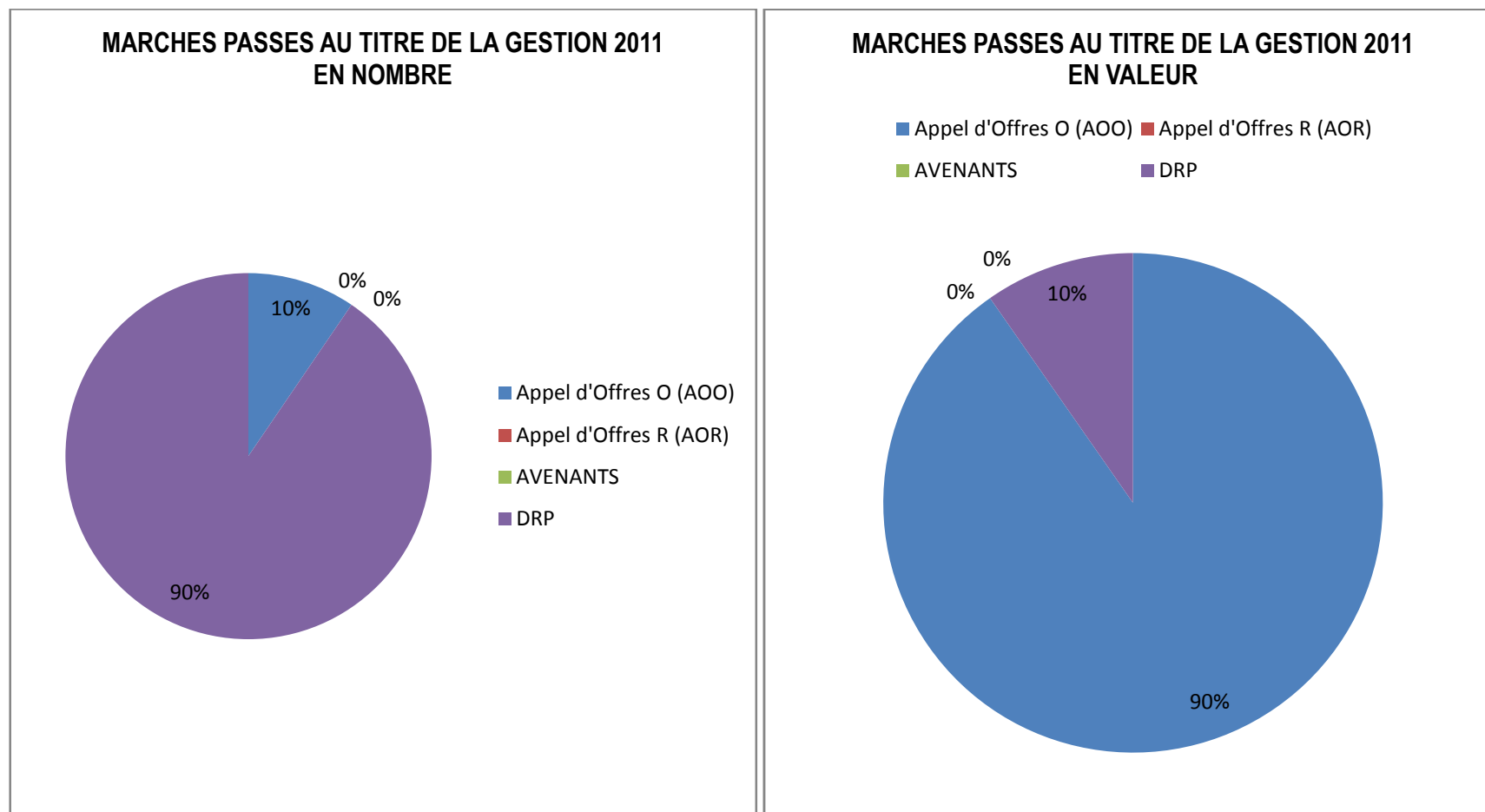
- a. Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%.**
- b. Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D)..... : **25%**
- c. Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants..... : **25%**
- d. Marchés passés par Entente Directe et A..... : **100%**

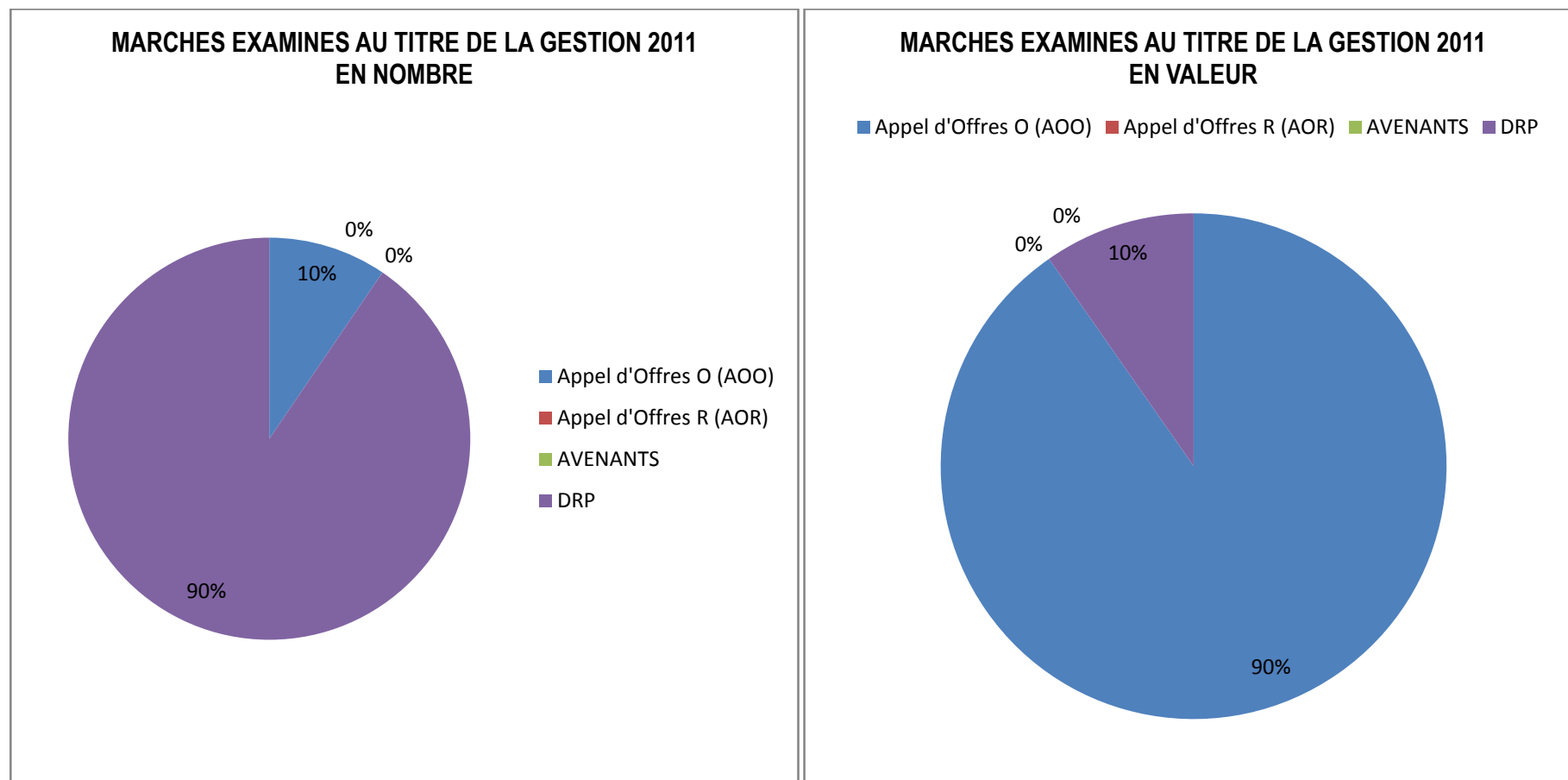
2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

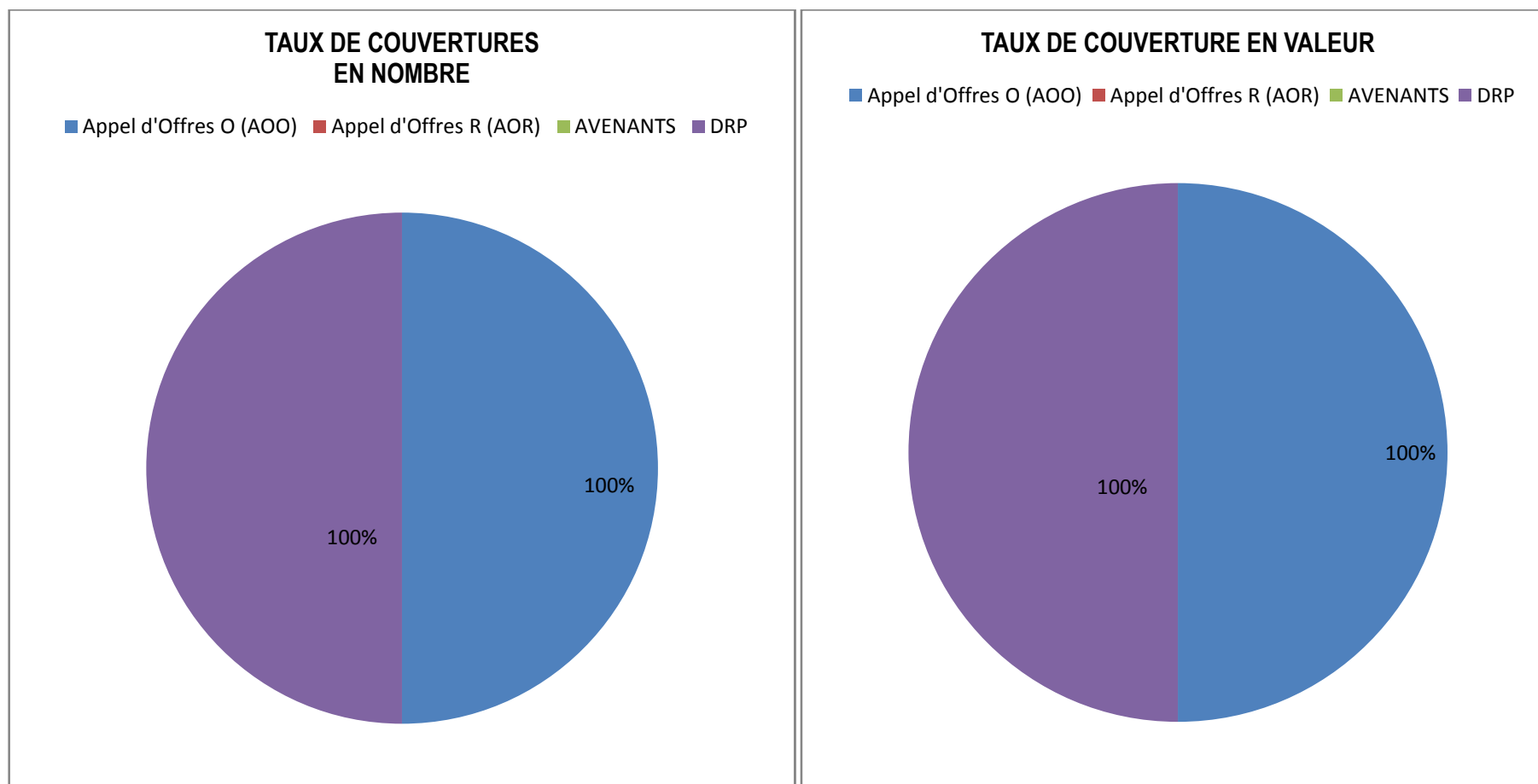
- Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.
- Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :
 - **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
 - **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles.

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	2	408.436.032	2	408.436.032	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente Directe	-	-	-	-	-	-
DRP	19	43.858.533	19	43.858.533	100,00	100,00
TOTAL	21	452.294.565	21	452.294.565		

CARTOGRAHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. **Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue**, s'est manifesté comme suit :

. **A.O.O** (100% en nombre et 100% en valeur face aux taux prévus dans les TDR)

. **D.R.P** (100% en nombre et 100 % en valeur)

. **Le taux moyen pondéré de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés**, est calculé comme suit :

. **A.O.O** (10% en nombre et 90% en valeur)

. **D.R.P** (90% en nombre et 10% en valeur)

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe**

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

SANS OBJET

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**).

A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés** (par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables à la SAPCO, d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de la SAPCO** d'autre part.

Il s'y ajoute que la SAPCO est assujettie aux termes de **l'article 53.2 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**).

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA SAPCO EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	30	150	40	400	≥ 30	≥25
Prestations Intellectuelles	30	150	40	350	NA	≥35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

La SAPCO est une société nationale à ce titre, les conditions d'approbation de ses marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est inférieur à 50.000.000 F CFA	Directeur Général de la SAPCO
Montant du marché est supérieur ou égal à 50.000.000 F CFA et inférieur à 150.000.000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
Montant du marché est supérieur ou égal à 150.000.000 F CFA et inférieur à 300 000 000 FCFA	Ministre de l'Economie et des Finances
Montant du marché est égal ou à supérieur 300.000.000 F CFA	Premier Ministre

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

La SAPCO n'a pas eu recours à la Maitrise d'Ouvrage Déléguée. Elle assure l'entière responsabilité de la mise en oeuvre des procédures de passation et d'exécution de ses marchés.

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

Aucun document attestant de la mise en place de la CPM, ni de son fonctionnement n'ont été mis à notre disposition.

Aucun rapport annuel sur les marchés passés l'année précédente n'a été mis à notre disposition.

Nous n'avons reçu aucun document du coordonnateur de la C.P.M faisant état de mesures pratiques susceptibles de favoriser le fonctionnement adéquat de la C.P.M, notamment :

- a) renforcement des capacités en gestion des marchés publics de tous les acteurs de la commande publique
- b) envoi systématique en revue a priori, auprès de la DCMP, de tous marchés passés par A.O (quelque soient leurs montants)

- c) établissement régulier, à la date du 31 mars de chaque année, de son rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du code.

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

a) COMMISSION DES MARCHES

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés de La SAPCO au titre de la gestion 2011 existe, composée comme suit :

1. Monsieur Ousmane NDOYE Directeur des études et travaux de planification et de la Promotion Membre titulaire
Suppléant Monsieur Aliou GNING, chef de service marketing et promotion,
2. Mme Mariama DIALLO SALL, Directrice financière et comptable Membre titulaire
Suppléant : M. Mahid MBOW (Assistant Comptable)
3. Monsieur Babacar SY, Directeur de l'exploitation Membre titulaire
Suppléant : M. Demba DIA (Chef service Occupation du sol)
4. Monsieur Issa DIOP, Secrétaire Général Membre titulaire
Suppléant : M. Djibril Saliou GUEYE (Chef Bureau liaison)
5. Monsieur Djiby DIAKHATE représentant le Ministère des Sénégalais de l'Extérieur Membre titulaire
Suppléant : Mr ousseynou DAMIENS
6. Monsieur Allé NDIAYE représentant du Contrôle Financier Membre titulaire
Suppléant : M. Thierno Barro DIALLO

b) CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Aucune information relative à un acte de nomination, ne nous a été communiquée concernant la Cellule de Passation des Marchés. Toutefois, une liste des membres existe, comme suit :

1. M. Abdou SINE, Responsable de la Géomatique, Coordonnateur

2. Mme Mame Awa SY DIOP, Directrice Juridique et du Contentieux
3. Mme Ndéye TOURE BA, Chef service de l'Administration Général de l'Equipement
4. Toute compétence requise pour l'instruction des dossiers techniques

c) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Transmission Acte de nomination des membres de la commission des marchés 2011 et des Attestations de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de Ousmane NDOYE par courrier du 28 Janvier 2011.

Transmission Acte de nomination des membres de la commission des marchés 2011 et des Attestations de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de M. Djibril Saliou GUEYE par courrier du 27 Janvier 2011.

Transmission Acte de nomination des membres de la commission des marchés 2011 et des Attestations de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de Mme Mariama DIALLO SALL par courrier du 27 Février 2011.

Transmission Acte de nomination des membres de la commission des marchés 2011 et des Attestations de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de M. Mahib MBOW par courrier du 26 Février 2011.

Transmission Acte de nomination des membres de la commission des marchés 2011 et des Attestations de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de M. Babacar SY par courrier du 26 Février 2011.

Transmission Acte de nomination des membres de la commission des marchés 2011 et des Attestations de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'attention de M. Demba DIA par courrier du 26 Février 2011.

Transmission Acte de nomination des membres de la commission des marchés 2011 et des Attestations de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. Aliou GNING par courrier du 26 Janvier 2011.

Transmission Acte de nomination des membres de la commission des marchés 2011 et des Attestations de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de M. Issa DIOUF par courrier du 26 Janvier 2011.

Transmission Acte de nomination des membres de la commission des marchés 2011 et des Attestations de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics à l’attention de Mme Mame Awa SY par courrier du 28 Janvier 2011.

d) PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011 a été publié en date du 03/02/2011.

d) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L’Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) gestion 2011 a été publié au **Journal le Quotidien d’informations des sans voix N° 1704 du Samedi 05 Dimanche 06 Février 2011**

Cette publication aurait du être faite avant le 31/12 de l’année 2010, soit avec un retard d’un peu plus d’un mois.

Le support publicitaire aurait pu être mieux choisis.

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- a) par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés

- b) par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l'initiative de chaque autorité contractante
- c) par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

La décision de nomination des membres de la Cellule de passation des Marchés de La SAPCO, au titre de la gestion 2011, n'est pas dans le dossier. Néanmoins la cellule semble bien exister car des membres ont été choisis (voir ci-dessus !). Ainsi, nous n'avons reçu aucun document du coordonnateur de la C.P.M faisant état de mesures pratiques susceptibles de favoriser le fonctionnement adéquat de la C.P.M, notamment :

- a) renforcement des capacités en gestion des marchés publics de tous les acteurs de la commande publique
- b) envoi en revue à priori, auprès de la DCMP, de marchés passés par A.O
- c) établissement régulier, à la date du 31 mars de chaque année, de son rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du code.

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

SANS OBJET

3.2.3- Quid de la Régulation ?

Durant la gestion 2011, la SAPCO n'a pas enregistré, dans sa passation de marchés, de recours et réclamations de la part de candidats dont les offres n'avaient pas été retenues par la Commission des Marchés.

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

Une carence documentaire a été notée concernant les actes de nomination des commissions des marchés et de la cellule de passation des marchés.

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution finale

Pas de constats majeurs sur la documentation de l'exécution finale

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

Aucun fractionnement n'a été décelé.

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

RAS

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques

Pour l'année 2011, la SAPCO a lancé deux (02) appels d'offres, et seize (19) DRP selon les procédures de passation des marchés tels que définies par le code des marchés publics.

1/APPEL D'OFFRES OUVERT POUR TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE BASE DE POINTE SARENE (lot 1 : terrassement et pistes)

Cet AAO fait suite à l'AGPM paru dans le journal « LE SOLEIL » du 31/12/2007. Il a été publié dans le journal « SUD QUOTIDIEN » du 19/08/2009. Le marché est bien inscrit dans le PPM par appel d'offres pour la Gestion 2008 de la SAPCO. Il s'agit d'un appel d'offres avec pré qualification qui a été **lancé le 19/08/2009 mais le marché n'a été approuvé que le 11/02/2011.**

A l'ouverture des plis, les deux (02) offres reçues se sont présentées comme suit :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission	Constats sur les autres pièces requises
1	CSE	496.281.940 FCFA/TTC	OUI	
2	CITAP	292.952.511 FCFA/TTC	OUI	

Après évaluation des offres **CITAP a été désignée attributaire** pour avoir proposé l'offre conforme évaluée moins disante pour un montant de **292.952.511 FCFA/TTC**

Le processus a duré 18 mois pour un marché de moins de 300 millions qui ne revêt aucune complexité particulière.

La raison de cette longueur s'explique, en partie, par un déficit de maîtrise du processus de passation de marchés du côté de la SAPCO. Des séances de formation en passation de marchés devraient s'avérer nécessaires afin de combler ce déficit. Le Coordonnateur de la CPM devra prendre des dispositions dans ce sens. Le marché signé a fait l'objet de revue a posteriori à chaque étape de la procédure de passation en vue de sa conformité au projet

contenu dans le DAO. Plusieurs observations ont été faites à l'AC et après les corrections demandées, la DCMP a donné son ANO qui a permis de terminer le processus et d'approuver le marché.

2/ APPEL D'OFFRES OUVERT POUR TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE BASE DE POINTE SARENE (lot 2 : pose de ligne électrique)

Cet AAO fait suite à l'AGPM paru dans le journal « LE SOLEIL » du 31/12/2007. Il a été publié dans le journal « SUD QUOTIDIEN » du 19/08/2009. Le marché est bien inscrit dans le PPM par appel d'offres pour la Gestion 2008 de la SAPCO C'est un appel d'offres avec pré qualification. A l'ouverture des plis, les deux (02) offres reçues se sont présentées comme suit :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission	Constats sur les autres pièces requises
1	CSE	193 196 606F CFA TTC	OUI	
2	LSE	115 483 521 F CFA TTC	OUI	

Après évaluation des offres **LSE a été désignée attributaire** pour avoir proposé l'offre conforme évaluée moins disant pour un montant de **115 483 521F CFA TTC**.

Les mêmes observations faites sur l'AOO des travaux du lot N°1 (terrassements et pistes) restent valables, **notamment en ce qui concerne la longueur de la procédure et le déficit en matière de passation de marchés.**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)

1/ DRP POUR ACQUISITION DE PNEUS DESTINES AU VEHICULE DK 2129

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011.

Des lettres d'invitation datées du en date du 18 AVRIL 2011, ont été envoyées aux **cinq (05) fournisseurs ci-après :**

- 1/ SMPS MICHELIN
- 2/ ETS MALEYE SARL
- 3/ SICAS SA
- 4/ SERVICE PNEUMATIQUE
- 5/ CFAO SENEGAL

Deux (02) offres ont été reçues et ouvertes le 26/04/2011. Elles se présentent comme suit :

- | | |
|--------------------|--------------------|
| 1/ SICAS SA | : 165.000 FCFA/TTC |
| 2/ ETS MALEYE SARL | : 140.000 FCFA/TTC |

ETS MALEYE SARL qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disante a été déclarée attributaire du marché pour un montant de : 140.000 FCFA/TTC

2/ DRP POUR ACQUISITION DE DEUX SPLITS

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. Des lettres d'invitation datées du 21/07/2011, ont été envoyées par mail aux **cinq (05) fournisseurs** ci-après :

- 1/ MATFORCE
- 2/ CASIS FROID
- 3/ CCBM
- 4/ CFE INGENIERIE
- 5/ MAISON DE L'EGYPTE

Quatre (04) offres ont été reçues et ouvertes le 28/07/2011. Elles se présentent comme suit :

- 1/ MATFORCE
- 2/ CASIS FROID
- 3/ CCBM
- 4/ CFE INGENIERIE

La Commission des Marchés a désigné comme attributaire CFE INGENIERIE pour un montant de 778.800 FCFA/TTC

3/ DRP POUR ACQUISITION DE DEUX SPLITS DESTINES A LA SALLE D'ATTENTES DU PDG

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. Des lettres d'invitation datées du ont été envoyées par mail aux **cinq (05) fournisseurs** ci-après :

- 1/ MATFORCE
- 2/ CASIS FROID
- 3/ ZENITH FROID
- 4/ CCBM
- 5/ CFE INGENIERIE

Quatre (04) offres ont été reçues et ouvertes le 10/10/2011. Elles se présentent comme suit :

- 1/ MATFORCE
- 2/ ZENITH FROID
- 3/ CCBM
- 4/ CFE INGENIERIE

La Commission des Marchés a désigné comme attributaire CFE INGENIERIE pour un montant de 448.400 FCFA/TTC.

4/ DRP POUR ACQUISITION DE CARTONS DE SUCRE IMPORTE POUR DONS CAREME

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. Des lettres d'invitation datées du 11/04/2011, **ont été envoyées par mail** aux **cinq (05) fournisseurs** ci-après :

- 1/ S C D N
- 2/ SC T DS SARL
- 3/ GIE CAYOR ENTREPRISE
- 4/ SIPA SUARL
- 5/ CHEIKH DIAW

Deux (02) offres ont été reçues et ouvertes le 13/04/2011. Elles se présentent comme suit :

- 1/ CHEIKH DIAW : 991.200 F CFA
- 2/ S C T D S : 991.200 F CFA

Le délai de deux (02) jours pour répondre à la DRP est très insuffisant, ne peut être justifié et n'est pas conforme à l'esprit de l'article 63.1 du Code.

Par ailleurs, la Commission des Marchés a désigné comme attributaire Cheikh DIAW pour un montant de **991.200 F CFA**, sans explications alors que bizarrement, les montants des **02 offres reçues se révèlent égales en montants.**

5/ DRP POUR ACQUISITION DES CARTONS DE SUCRE IMPORTE ET DES CARTONS DE DATTES POUR DONS RAMADAN

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. **Des lettres d'invitation non déchargées** ont été transmises le 28/07/2011 aux **cinq (05) fournisseurs** ci-après :

- 1/ ALIMENTATION GENERALE NDIOUGA SECK
- 2/ ALIMENTATION GENERALE ALIOU MBENGUE
- 3/ SIPA Suarl
- 4/ KEUR KHADIM MOUSTAPHA SYLL ET FRERES
- 5/ TALLA SYLLA

Deux (02) offres ont été reçues et ouvertes le 03/08/2011. Elles se présentent comme suit :

- 1/ ALIMENTATION GENERALE NDIOUGA SECK : 5.002.000 FCFA
- 2/ ALIMENTATION GENERALE ALIOU MBENGUE : 5.120.000 FCFA

ALIMENTATION GENERALE NDIOUGA SECK qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disante a été déclarée attributaire du marché pour un montant de 5.002.000 FCFA TTC .

6/ DRP POUR REPARATION DE L'IMPRIMANTE MULTIFONCTIONNELLE HP 2840 LASER ET DU GEOMATICIEN

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. **Les lettres d'invitation non déchargées** ont été transmises le 14/07/2011 aux **cinq (05) candidats consultés** ci-après :

- 1/ PROFESSIONNEL DE LA MAINTENANCE
- 2/ MAINT AFRIQUE NETWORK

- 3/ BUREAUTIQUE SERVICES EXPRESS
- 4/ MATERIELS ET TECHNIQUES INFORMATIQUES
- 5/ THIAW MULTISERVICES

Une SEULE (01) offre a été reçue et ouverte le 21/07/2011. Elle a été présentée par PROFESSIONNEL DE LA MAINTENANCE qui a été déclarée attributaire pour un montant de 106.200 FCFA TTC.

7/ DRP POUR ACQUISITION DE BROCHURES

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. **Les lettres d'invitation non déchargées** ont été transmises le 09/09/2011 **aux cinq (05) candidats consultés** ci-après :

- 1/ GROUPE FAKOLY
- 2/ SERVICES COMMUNICATIONS
- 3/ AMD GRAPHICS
- 4/ SDPS
- 5/ LE POINTILLEUX

Tous les candidats sélectionnés ont répondu le **15/09/2011** et le classement des offres se présente comme suit :

1/ GROUPE FAKOLY	: 1.000.000 FCFA
2/ SERVICES COMMUNICATIONS	: 1.125.000 FCFA
3/ AMD GRAPHICS	: 1.350.000 FCFA
4/ SDPS	: 1.250.000 FCFA
5/ LE POINTILLEUX	: 1.150.000 FCFA

GROUPE FAKOLY qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disante a été déclarée attributaire pour un de 1.000.000 FCFA/TTC .

8/ DRP POUR ACQUISITION DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. **Les lettres d'invitation non déchargées** ont été transmises le 07/02/2011 **aux cinq (05) candidats consultés** ci-après :

1/ Office Consommables 95, Avenue Blaise Diagne

2/ Sen Technology Rue 43xBd Gral de Gaulle

3/ ANTG Cité Sipres II Dakar

4/ Pico Méga Avenue Blaise Diagne

5/ Dismat 81, Avenue Jean Jaurès

Tous les candidats sélectionnés ont répondu le 15/02/2011 et le classement des offres se présente comme suit :

1/ Dismat	: 3.317.500FCFA
2/ Office Consommables	: 3.330.250 FCFA
3/ Sen Technology	: 3.850.000FCFA
4/ ANTG	: 4.314.000FCFA
5/ Pico Méga	: 4.831.500 FCFA

DISMAT qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disant a été déclarée attributaire pour un montant de 3.317.500 FCFA/TTC

9/ DRP POUR ACQUISITION DE RIZ EN SAC DE 25 KG

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. **Les lettres d'invitation datée du 29/07/2011 non déchargées** ont été transmises **aux cinq (05) candidats consultés** ci-après :

1/ Alimentation Générale Diouga Seck Rue 19 x 20 Medina

2/ Alimentation Générale Alioune Mbengue 33, Rue Sandiniéryx Raffenel

3/ SIPA Sarl Parcelles Assainies U22 DAKAR

4/ Keur Khadim Moustapha SYLL& Frères 34, Rue Raffenel x AKB DAKAR

5/ TALLA SYLLA 34, RUE SANDIERY

Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes le 05/08/2011. Elles se présentent comme suit :

- 1/ Alimentation Générale Alioune Mbengue : 1.350.000 FCFA
- 2/ Alimentation Générale Diouga Seck : 1.275.000 FCFA
- 3/ SIPA Sarl : 1.350.000 FCFA

Alimentation Générale Diouga Seck qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disante a été déclarée attributaire pour un montant de 1.275.000 FCFA /TTC.

10/DRP POUR AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DE STAND POUR LE SALON TICA

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. Les lettres d'invitation n° : 0612, 0613, 0614, 0615 et 0616/SAPCO/SG/DETPP/SAGE/as du 10/05/2011, non déchargées, ont été transmises aux cinq (05) candidats consultés ci-après :

- 1/ HAVAS MEDIA SENEGAL
- 2/ AG PARTENERS
- 3/ DASHA INTERNATIONAL SARL
- 4/ DONI REGISSEUR D'ESPECE
- 5/ GOORGOORLOU

Tous les candidats sélectionnés ont répondu le 15/02/2011 et le classement des offres se présente comme suit :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	aménagement et équipement (TTC)	Matériels d'exposition (TTC)	Outils de promotion (TTC)
1	HAVAS MEDIA SENEGAL	18 346 640 F CFA/	5 634 500 F CFA	26 623 160 F CFA
2	AG PARTENERS	14 273 280 F CFA	4 926 600 F CFA	16 248 600 F CFA
3	DASHA INTERNATIONAL SARL	4 000 000 F CFA	4 205 000 F CFA	9 982 000 F CFA
4	DONI REGISSEUR D'ESPECE	47 200 000 F CFA	Néant	Néant
5	GOORGOORLOU	9 322 000 F CFA	Néant	Néant

DASHA INTERNATIONAL SARL qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disante a été déclarée attributaire pour un montant de : 18.187.000 FCFA/TTC.

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission	Constats sur les autres pièces requises
------------	--	---	--	---

11/ DRP POUR ACQUISITION D'UN GROUPE ELECTROGENE 2 KVA

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. Les lettres d'invitation ci-après, datées du 16/03/2011 non déchargées ont été transmises aux cinq (05) candidats consultés ci-après :

1/ PRAMAC-AFRIQUE

2/ YAMAHA

3/ EQUIPE PLUS

4/ MATFORCE

5/ E.G.T.C

NB : Toutes les lettres d'invitation ont été retrouvées dans le dossier sauf celle adressée à MATFORCE.

1	PRAMAC-AFRIQUE	383.500 FCFA		
2	YAMAHA	494.999 FCFA		
3	EQUIPE PLUS	1.652.000 FCFA		

Les trois offres ci-dessus ont été reçues à l'ouverture des plis. **PRAMAC-AFRIQUE** qui a proposé l'offre conforme évaluée moins disante a été déclarée attributaire du marché pour un montant de **383.500 FCFA/TTC**.

12/ DRP POUR : ACQUISITION DE MEUBLE DE DEUX FAUTEUILS DE DIRECTION

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. Les lettres d'invitation datées du 04/10/2011, non déchargées, ont été transmises aux **cinq (05) candidats consultés** ci-après :

1/ OFFICE CHOICE

2/ DECO-MEUBLE

3/ OBBO

4/ UNITRADE

5/ DISTRIBUTION PLUS B.C.V.S

Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes le 19/10/2011. Elles se présentent comme suit :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission	Constats sur les autres pièces requises
---------	--	--	--	---

1	OFFICE CHOICE	540.000 FCFA/ HT		
2	DECO-MEUBLE	420.000 FCFA HT		
3	OBBO	435.200 FCFA HT		

DECO-MEUBLE a été déclaré attributaire pour un montant de 743.400 FCFA qui ne correspond ni à son offre, ni aux dispositions de la lettre d'invitation.

EN EFFET, CE MONTANT CORRESPOND A L'ACQUISITION DE **03 FAUTEUILS DE DIRECTION EN CUIR AVEC ACCOUDOIRS**, ALORS QUE DANS LES LETTRES D'INVITATION ENVOYÉES AUX SOUMISSIONNAIRES CONCERNAIENT 02 FAUTEUILS DE DIRECTION EN CUIR AVEC ACCOUDOIRS. Or, la consultation n'indique pas qu'il s'agit d'un marché à prix unitaire ou à commande.

Ainsi, l'attribution n'est pas conforme au CMP qui interdit de modifier les dispositions des dossiers de consultation sans en avoir informé les soumissionnaires et ceci, dans des délais raisonnables.

13/ DRP POUR ACQUISITION FOURNITURES DE BUREAU

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. Les lettres d'invitation datées du 18/02/2011 non déchargées, ont été transmises aux **cinq (05) candidats consultés** ci-après

- 1/ Office discount
- 2/ Papeterie ouest africaine
- 3/ Express papeterie
- 4/ Keur borom darou mouhty
- 5/ Compagnie négoce internationale

Quatre (04) offres ont été reçues et ouvertes le 28/02/2011. Elles se présentent comme suit :

- 1/ OFFICE DISCOUNT : 2.555.200 FCFA/HT
- 2/ PAPETERIE OUEST AFRICAINE : 2.047.500 FCFA/HT
- 3/ EXPRESS PAPETIERE : 1.820.480 FCFA/HT
- 4/ KEUR BOROM DAROU MOUHTY : 1.634.000 FCFA/HT

Après vérification des offres, la commission des marchés a constaté les observations ci après :

Tous les prestataires ont présenté des prescriptions techniques conformes à la DRP.

Par ailleurs, OFFICE DISCOUNT, EXPRESS PAPETIERE et PAPETERIE OUEST AFRICAIN ont tous accepté les conditions de paiement de la DRP et une livraison immédiate des fournitures de bureau dès réception du bon de commande. Par contre, KEUR BOROM DAROU MOUHTY n'a apporté aucune précision sur les conditions de règlement et de livraison.

Le non respect des conditions de paiement de la DRP par KEUR BOROM DAROU MOUHTY bien qu'ayant l'offre la moins disante a conduit la commission des marchés à attribuer le marché à **EXPRESS PAPETERIE qui était le deuxième soumissionnaire à fournir une offre conforme évaluée moins disante pour un montant de 2.131.646 FCFA/TTC.**

14/ DRP POUR ENLEVEMENT DES ORDURES SUR LE SITE DE GANDIGAL PAR UNE PELLE MECANIQUE CATERPILLAR

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011

Les lettres d'invitation datées du 22/07/11, non déchargées, ont été adressées aux candidats non identifiés. La seule lettre trouvée dans le dossier se trouve être celle du candidat (**le seul identifié**) et finalement retenu, à savoir : Papa Simon Assef

Les décharges n'ont pas été fournies dans le dossier. **Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes le 01/08/2011**, à savoir :

1/ Mansour Gueye : 2.000.000 FCFA

2/ Cheikh Gueye : 2.950.00 FCFA

3/ Papa Simon Assef : 2.537.000 FCFA

Papa Simon Assef a été retenu comme attributaire par la Commission des Marchés pour un montant de 2.537.000 FCFA

Le PV d'ouverture des plis et celui d'attribution ne sont pas fournis dans le dossier. Aucune explication n'est fournie sur l'éviction de l'offre de Mansour Gueye moins disante (2.000.000 FCFA) au profit de celle de Papa Simon Assef second moins disante (2.500.000 FCFA).

Deux anomalies majeures sont constatées dans cette DRP mais aucun recours n'a été enregistré, à ce propos. Il s'agit :

- de la non- identification des candidats sélectionnés excepté celui qui a été finalement retenu ;

- du choix de l'offre second moins disante sans explication sur les motifs d'éviction de l'offre moins disante ;

15/ DRP POUR REPARATION DE L'ECRAN PORTABLE TOSHIBA U500 DU CHEF DE SERVICE MARKETING

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. Les lettres d'invitation, datées du 19/07/2011 non déchargées, ont été transmises aux **cinq (05) candidats consultés** ci-après :

- 1/ EPCILONE
- 2/ RICHARD EQUIPEMENT
- 3/ OFFICE SERVICES
- 4/ PROFESSIONNEL DE LA MAINTENANCE
- 5/ SEN TECHNOLOGIE

Seule la lettre d'invitation adressée au candidat retenu a été trouvée dans le dossier. Une (01) seule offre a été reçue et ouverte le 26/07/11. **Elle a été présentée par PROFESSIONNEL DE LA MAINTENANCE qui a été déclarée attributaire pour un montant de 171.100 F CFA TTC.**

16/ DRP POUR REPARATION DES VEHICULES DK 9342 AE, DK 0489 AE, DK 1751 AC ET DK 0653 X

Inscription au Plan de Passation des marchés de la SAPCO pour la Gestion 2011. Les lettres d'invitation datées du 24/08/2011 non déchargées, ont été transmises aux **cinq (05) candidats consultés** ci-après :

- 1/ GARAGE MBAYE DIOP
- 2/ ALIOU FAYE GARAGISTE
- 3/ GARAGE DJIBY DIOUF
- 4/ GARAGE DOUDOU DIENG
- 5/ GARAGE DJIBY GOUDIABY

Quatre (04) offres ont été reçues et ouvertes le 12/09/11. Elles se présentent comme suit :

1/ GARAGE MBAYE DIOP :	4.596.500 FCFA
2/ GARAGE ALIOU FAYE :	4.807.600 FCFA
3/ GARAGE DJIBRIL DIOUF :	4.322.000 FCFA
4/ DJIBY GOUDIABY :	4.728.500 FCFA

Après vérification des offres, la commission des marchés a constaté les observations ci après :

Les offres des trois prestataires GARAGE MBAYE DIOP, GARAGE DJIBRIL DIOUF ET DJIBY GOUDIABY ne sont pas conformes aux prescriptions techniques de la DRP. En effet, s'agissant du camion DK 0489 AE, aucune précision n'est apportée par les dits soumissionnaires cités ci-dessus, quant à sa réparation.

Par suite, et au vu de ce qui précède, la commission des marchés a retenu le GARAGE ALIOU FAYE comme attributaire, puisqu'étant la seule évaluée conforme aux prescriptions de la consultation.

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.O.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.A.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifique

Rien à signaler

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur les avis d'appel d'offres.

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

Rien à signaler

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur la réception et l'ouverture des plis.

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément **à l'article 59 du code**.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

Nous n'avons pas de constats particuliers sur l'évaluation des offres

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'évaluation des offres

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

Rien à signaler

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'attribution des marchés.

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sûreté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

. **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45 Jours pour A.O internationaux et A.O en 02 étapes)

. **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)

. **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : D.P , 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)

. **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

Rien à signaler

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

Nous n'avons pas d'observations particulières sur les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

Nous n'avons pas d'observations particulières sur le contrôle et la certification du service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Nous n'avons pas d'observations particulières sur la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses.

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

SANS OBJET

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière**4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles**

Nous n'avons pas d'observations particulières à signaler sur la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

Nous n'avons pas d'observations particulières à signaler sur les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles**4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE****4.4.1- Concernant les travaux routiers**

SANS OBJET**4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil****SANS OBJET****4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement****SANS OBJET****4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime****SANS OBJET****4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études****SANS OBJET****CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION****5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES****5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage**

Il semble exister un véritable problème de classement et d'archivage à régler afin d'éradiquer les soupçons de défauts de transparence suite à la non fourniture des actes de nomination des organes de passation (Cellule de Passation des Marchés et Commission des Marchés), même s'ils existent (en non-conformité au code !)

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

Nous n'avons pas de recommandations particulières sur ce point

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

Rien à signaler

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES**5.2.1- Concernant le fractionnement**

Nous n'avons pas décelé de fractionnements durant l'exercice 2011.

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

La Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés n'ayant apparemment d'existence légale, tous les actes afférents aux procédures de passation des marchés publics sont entachés d'irrégularités au regard du code. Il s'y ajoute que les conditions d'équité, de transparence et d'impartialité doivent être rigoureusement appliquées notamment en ce qui concerne les DRP, à savoir :

. Les lettres d'invitation adressées aux différents candidats, doivent faire l'objet de décharges en bonne et due forme (à classer dans le dossier).

. Les candidats non retenus doivent être systématiquement informés des motifs de rejet de leurs offres surtout si elles étaient lues moins disantes à l'ouverture des plis.

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

Sans objet (pas d'ED pendant cette gestion)

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

L'attribution des marchés, même en cas de DRP, doit s'effectuer en conformité avec les critères de qualification expressément indiqués dans le dossier de consultation afin d'éviter tout recours gracieux ou contentieux, fort pénalisant pour les délais de passation et pour la crédibilité de l'Autorité Contractante.